

DIAL 2866

MEXIQUE - L'Accord entre le Mexique et l'Union européenne

Diego Cevallos

mercredi 1er mars 2006, mis en ligne par [Dial](#)

A cinq ans et demi de l'entrée en vigueur de l'accord politique et de libre-échange entre le Mexique et l'Union Européenne (cf. Dial D 2324), le premier de ce genre en Amérique latine, les évaluations vont du succès, selon les gouvernements signataires, à l'échec, comme le soutiennent des activistes sociaux. Article de Diego Cevallos, paru dans IPS, février 2006.

Le traité en vigueur depuis juillet 2000 inclut le dialogue politique, la libéralisation des marchés et la coopération, qui comprend à son tour le développement de projets sociaux, scientifiques et d'appui au système judiciaire. Toutefois, les critiques affirment que l'instrument est essentiellement commercial et que dans les rubriques annexes ont été peu développées.

Dans une visite au Mexique de trois jours, qui a pris fin ce mercredi, la commissaire des relations extérieures de l'UE, Benita Ferrero-Waldner, a fait l'éloge de l'accord qui a augmenté de 34% l'échange global durant les cinq dernières années, et elle a dit qu'elle cherchera à l'étendre pour renforcer la dynamique commerciale, les investissements et pour soutenir les petites entreprises.

Elle a aussi déclaré que l'UE souhaite négocier des accords semblables avec l'Amérique centrale et la Communauté andine de nations (Bolivie, Colombie, Equateur et Pérou), et qu'elle aspire à en conclure un autre, en décision depuis longtemps, avec le Marché commun du Sud (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay), qui s'ajouterait à ceux déjà en vigueur dans la région avec le Mexique et le Chili.

En mai les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE et de l'Amérique latine et des Caraïbes se réuniront à Vienne dans le but d'avancer dans les processus d'intégration.

« Les Européens disent beaucoup que leur accord avec le Mexique a mis l'accent sur les domaines de la démocratie et des droits humains, mais dans les faits il a uniquement fonctionné comme un autre accord de libre-échange, et les autres pays devraient prendre cela en considération au moment de négocier », a dit à IPS Norme Castañeda, de l'organisation non gouvernementale mexicaine Equipo Pueblo.

Manuel Pérez, chercheur du Réseau mexicain d'Action face au libre-échange a exprimé une position semblable.

Le traité avec le Mexique est pour l'Amérique latine « un exemple du chemin qu'il ne faut pas suivre avec l'UE mais, par contre, c'est l'avertissement qu'il est urgent de négocier des accords qui soient plus en accord avec les principes sociaux, politiques et économiques existants à l'intérieur de ce même bloc », signale Pérez.

Le Réseau et l'Equipe Pueblo se sont opposés avec ténacité à ce que le Mexique signe en 2000 le traité avec l'UE, car ils l'ont considéré, exactement comme maintenant, comme essentiellement commercial et

comme une menace pour les chefs d'entreprises locales petites et moyennes, qui se considèrent incapables de concurrencer leurs puissants pairs européens.

En outre, ils assurent que les Européens l'ont principalement recherché parce qu'ils considèrent qu'ils ont ainsi une porte ouverte sur le marché des Etats-Unis.

Bien que l'échange soit passé de 20,385 milliards de dollars à environ 27,500 milliards de 2000 à 2004, le Mexique a maintenu intacte pendant ce temps sa dépendance à l'égard du marché états-unien, où est concentré plus de 80% de son commerce global.

D'autre part, le déficit de la balance commerciale du Mexique avec l'Europe s'est emballé en passant de 9,165 milliards de dollars en 2000 à 14,446 milliards de dollars en 2004.

L'accord avec l'UE est considéré comme le deuxième en importance pour le Mexique, après le Traité de libre-échange de l'Amérique du Nord, dont font aussi partie le Canada et les Etats-Unis.

Cependant, le commerce avec les Européens représente pour ce pays moins de 8% de ses échanges globaux, qui avoisinent les 400 milliards de dollars annuels. En outre, la majorité des exportations mexicaines aux pays de l'UE correspondent, outre le pétrole, à des biens manufacturés, qui sont principalement élaborés par des entreprises d'assemblage qui sont la propriété de firmes américaines, asiatiques et européennes. Avec le traité, l'UE a surtout investi au Mexique dans le secteur financier et celui des véhicules à moteur, tandis que dans le domaine social elle a déployé des projets de développement pour l'Etat méridional du Chiapas, touché par la pauvreté, pour des femmes et des jeunes de communautés rurales ainsi que d'autres projets relatifs à l'environnement. Elle soutient aussi le développement des critères du commerce équitable sur le marché domestique mexicain, des programmes de recherche scientifique, l'assistance aux petites et moyennes entreprises et la promotion des droits humains et de la démocratie, entre autres.

Castañeda, responsable du programme de libre-échange de l'Equipo Pueblo, groupe qui a suivi de près le traité signé avec l'UE, reconnaît l'existence de ces plans sociaux, mais il indique qu'ils sont de petite taille et que leur mise en œuvre n'a pas sa source dans un processus de dialogue avec les organisations non gouvernementales.

« Avec l'UE, ce qui fonctionne est un accord commercial, et c'est cela l'important », a-t-il souligné. Castañeda a ajouté que, même au Chili, dont l'accord avec l'UE souscrit en 2002 comprend des instances de dialogue entre les autorités et la société civile, les organisations non gouvernementales se déclarent déjà désenchantées car elles ne sont pas écoutées. Mais là où les activistes voient la situation en noir, les partenaires de l'accord Mexique-UE la voient en rose. Le gouvernement mexicain de Vicente Fox reconnaît que la convention souscrite avec l'UE n'a pas été aussi bénéfique qu'elle l'aurait dû dans le domaine commercial, mais il soutient que sa potentialité est énorme. En outre, il affirme qu'en matière de dialogue politique et de coopération il y a des avancées considérables. Les autorités de l'UE soutiennent quelque chose de semblable. La commissaire des Relations extérieures a déclaré au Mexique que l'accord peut encore donner beaucoup plus, c'est pourquoi il doit s'étendre à des secteurs qui n'ont pas été pris en compte, comme le commerce de certains produits agricoles et les marchés d'appels d'offres.

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2866.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : [IPS](#), février 2006.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.